

EXTRA DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Département du HAUT-RHIN
Arrondissement d'ALTKIRCH
Nombre de membres élus : 59
Membres en fonction : 59

SEANCE du 13 février 2020 – 19h00

Approbation convention d'objectifs avec l'Association « Les Larguotins »
Délibération n° C20200203

Sous la présidence de Monsieur Pierre SCHMITT

Et sur invitation en date du 06 février 2020

Sont présents 35 membres titulaires
Sont absents 24 membres
- Dont suppléés : 03
- Dont représentés : 07

Votants : 45
- Dont « pour » : 45
- Dont « contre » : 0
Dont abstentions : 0

COMMUNE	NOM	Prénom	Qualité	Présent(e)	Suppléé(e)	Absent(e) Excusé(e)	Représenté(e)
ALTENACH	LAMERE	Jean-Luc	Titulaire/M	X			
BALLERSDORF	BOLORONUS	Bernard	Titulaire/M	X			
	BUEB	Jean	Titulaire/A	X			
BALSCHWILLER	SCHNOEBELEN	Jean-Marie	Titulaire/M			X	
	JACOBBERGER	Thierry	Titulaire/A	X			
BELLEMAGNY	BILGER Procuration	Christian	Titulaire/M	X			
BERNWILLER	SCHITTLY	Philippe	Titulaire/M			X	DITNER Mathieu
	DITNER Procuration	Mathieu	Titulaire/A	X			
	ROTH	Jean-Luc	Titulaire/A			X	
BRECHAUMONT	GUITTARD	Franck	Titulaire/M		X		
BRETEN	PFANTZER	Pascal	Titulaire/M	X			
BUETHWILLER	BRINGEL	Eric	Titulaire/M	X			
CHAVANNES-sur-l'ETANG	GASSMANN	Vincent	Titulaire/M			X	BOURQUARD Chantal
	BOURQUARD Procuration	Chantal	Titulaire/A	X			
	MUMBACH Procuration	Paul	Titulaire/M	X			
	STROH	Dominique	Titulaire/A			X	MUMBACH Paul
	GAUGLER	Yvan	Titulaire/A			X	
	LENA	Laurette	Titulaire/CM	X			
	DEMICHIEL	Hugues	Titulaire/A	X			
	HUG	Frédéric	Titulaire/CM			X	SCHMITT Pierre
DIEFMATTEN	BAUR	Roger	Titulaire/M	X			
EGLINGEN	SCHMITT Procuration	Pierre	Titulaire/M	X			
ELBACH	SCHACHERER	Emmanuel	Titulaire/M	X			
ETEIMBES	CONRAD	Yves	Titulaire/M			X	BILGER Christian
FALKWILLER	SCHNOEBELEN	Jean-Marc	Titulaire/M	X			
FRIESEN	GEIGER	Claude	Titulaire/M			X	
FULLEREN	CLORY	Patrick	Titulaire/M	X			
GILDWILLER	SCHNOEBELEN	Gabriel	Titulaire/M	X			
GOMMERSDORF	NASS	Denis	Titulaire/M	X			
GUEVENATTEN	SCHITTLY	Bernard	Titulaire/M	X			
HAGENBACH	BACH	Guy	Titulaire/M	X			
	ROCHEREAU	Philippe	Titulaire/A	X			
HECKEN	GENTZBITTEL	Claude	Titulaire/M	X			
HINDLINGEN	SAHM	Paul	Titulaire/M			X	
LARGITZEN	SCHLOESSLEN	Jean-Jacques	Titulaire/M			X	
MAGNY	MENETRE	Didier	Titulaire/M	X			
MANSPACH	DIETMANN	Daniel	Titulaire/M	X			
MERTZEN	WININGER	José	Titulaire/M	X			
MONTREUX-JEUNE	HERRGOTT	Michel	Titulaire/M			X	ULMANN Fabien
	TRABOLD	André	Titulaire/M	X			
MONTREUX-VIEUX	BARBIER	Françoise	Titulaire/A			X	
MOOSLARGUE	SOMMERHALTER	Pascal	Titulaire/M		X		
	FRISCH	Jean-Rodolphe	Titulaire/M			X	
PFETTERHOUSE	HEYER	Morand	Titulaire/A			X	
RETZWILLER	GISSINGER	François	Titulaire/A			X	
ROMAGNY	LEWEK	Denis	Titulaire/M	X			

SAINT-COSME	WIES	Joël	Titulaire/M		X		
SAINT-ULRICH	MURER	Jean-Paul	Titulaire/M	X			
SEPPOIS-le-BAS	BURGY	Claude	Titulaire/M			X	
	LEBUS	Marie-Paule	Titulaire/A			X	
	PONCET	Stéphane	Titulaire/CM			X	
SEPPOIS-le-HAUT	ULMANN <i>Procuration</i>	Fabien	Titulaire/M	X			
STERNENBERG	SUTTER <i>Procuration</i>	Bernard	Titulaire/M	X			
STRUETH	MATHIEU	Jean-Jacques	Titulaire/M	X			
TRAUBACH-le-BAS	BISCHOFF	Jean-Claude	Titulaire/M			X	SUTTER Bernard
TRAUBACH-le-HAUT	RINNER	Pierre	Titulaire/M	X			
UEBERSTRASS	LEY	Bernard	Titulaire/M	X			
VALDIEU-LUTRAN	LACHAUSSEE	Florent	Titulaire/M	X			
WOLFERSDORF	JUD	Claude	Titulaire/M			X	

DELIBERATION N° C20200203**Pôle ACTION SOCIALE/Sces à la POPULATION****APPROBATION CONVENTION d'OBJECTIFS avec l'Association « Les Larguotins »**

Vu les statuts de la Communauté de Communes Sud Alsace Largue ;

Vu la délibération n° C20190427 du 04 avril 2019 du Conseil Communautaire approuvant une subvention à l'Association « Les Larguotins » d'un montant de 480 000€ au titre de l'année 2019 ;

Vu le décret n° 2001-495 du 06 juin 2001 relatif aux subventions allouées d'un montant annuel supérieur à 23 000€ devant faire l'objet d'une convention d'objectif ;

Considérant qu'il est nécessaire d'établir une convention d'objectifs avec l'Association « Les Larguotins » ;

Vu les explications du Président ;

Le Conseil Communautaire, après délibération et à l'unanimité :

- **APPROUVE** la convention d'objectifs établie avec l'Association « Les Larguotins » telle qu'annexé ;
- **AUTORISE** le Président ou son représentant à signer la présente convention telle qu'annexée et tous documents y afférents.

Pour extrait certifié conforme
DANNEMARIE, le 14 février 2019
Le Président, Pierre SCHMITT

Ont signé au registre des délibérations les membres présents.
Acte rendu exécutoire le :





CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS AVEC UNE ASSOCIATION

Association « Les Languetins »

Entre

La Communauté de Communes Sud Alsace Largue, représentée par Monsieur Pierre SCHMITT, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération du Conseil Communautaire du 30 mars 2017 désignée sous le terme « Communauté de Communes », d'une part,

Et
L'Association « Les Languetins » représentée par Monsieur Paul SAHM, Président, et désignée sous le terme « l'Association », d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

Considérant le projet initié et conçu par l'association à savoir : **proposition d'une offre d'accueil collectif aux familles en multi-accueil et périscolaire**, conformément à son objet statutaire.

Considérant l'intérêt public local de ce projet,

Considérant que le programme d'actions ci-après présentée par l'association participe de cette politique.

Article 1^{er}

Objet de la convention

Par la présente convention, l'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique mentionnées au préambule, le programme d'actions suivant, comportant les obligations mentionnées à l'annexe I, laquelle fait partie intégrante de la convention :

Proposition d'une offre d'accueil collectif aux familles en multi-accueil et périscolaire.

Dans ce cadre, la communauté de communes contribue financièrement à ce service.
La communauté de communes n'attend aucune contrepartie directe de cette contribution.

Article 2

Durée de la convention

La convention est conclue au titre de janvier à août 2020.

Article 3

Conditions de détermination du coût de l'action

3.1. Le coût total estimé éligible du programme d'actions sur la durée de la convention est évalué à 829 473,33 € auquel il faut additionner un équivalent de 17 000 € de mise à disposition gratuite de locaux, conformément au budget prévisionnel figurant à l'annexe II.

3.2. Le coût total estimé éligible annuel du programme d'actions est fixé à l'annexe II. Le besoin de financement public doit prendre en compte tous les produits affectés à l'action.

Page 319

Communauté de Communes SUD ALSACE LARGUE Délibération n° C20200203

Article 6

Justificatifs

L'association s'engage à fournir dans les six mois de la clôture de l'exercice les documents ci-après établis dans le respect des dispositions du droit interne et du droit communautaire :

- le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les collectivités ;

Ce document retrace de façon fiable l'emploi des fonds alloués pour l'exécution des obligations prévues dans la présente convention. Il est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du programme d'actions comprenant les éléments mentionnés à l'annexe III et définis d'un commun accord entre la collectivité et l'association. Ces documents sont signés par le président ou toute personne habilitée ;

- les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L. 612-4 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal officiel ;
- le rapport d'activité.

Article 7

Autres engagements

L'association doit communiquer sans délai à la collectivité la copie des déclarations mentionnées aux articles 3, 6 et 13-1 du décret du 16 août 1901 portant réglementation de collectivité publique pour l'exécution de la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association soit informe de toute nouvelle déclaration enregistrée dans le RNA et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par l'association, pour une raison quelconque, celle-ci doit en informer la collectivité sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

L'association s'engage faire la promotion de la collectivité en apposant sur tout document relatif aux actions subventionnées le logo de la collectivité dans le respect de sa charte graphique.

Article 8

Sanctions

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard significatif des conditions d'exécution de la convention par l'association sans l'accord écrit de la collectivité, celle-ci peut respectivement exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, diminuer ou suspendre le montant de la subvention, après examen des justificatifs présentés par l'association et avoir préalablement entendu ses représentants. La collectivité en informe l'association par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 9

Evaluation

L'association s'engage à fournir, au terme de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du programme d'actions dans les conditions précisées en annexe III de la présente convention.

La collectivité procède, conjointement avec l'association, à l'évaluation des conditions de réalisation du programme d'actions auquel elle a apporté son concours sur un plan quantitatif comme qualitatif.

L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1^{er}, sur l'impact du programme d'actions au regard de l'intérêt général [de l'intérêt local pour les collectivités territoriales conformément aux articles L. 2121-29, L. 3211-1 et L. 4221-1 du code général des collectivités territoriales.

Page 519

Communauté de Communes SUD ALSACE LARGUE Délibération n° C20200203

Le budget prévisionnel du programme d'actions, établis en conformité avec les règles définies à l'article 3.3, et l'ensemble des produits affectés.

3.3. Les coûts à prendre en compte sont ceux du programme d'actions conformément au dossier de demande de subvention présenté par l'association. Ils comprennent notamment tous les coûts directement liés à la mise en œuvre de l'action, qui sont :

- liés à l'objet du programme d'actions et sont évalués en annexe ;
- nécessaires à la réalisation du programme d'actions ;
- raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
- engendrés pendant le temps de la réalisation du programme d'actions
- dépensés par « l'association » ;
- identifiables et contrôlables ;

3.4. Lors de la mise en œuvre du programme d'actions, le bénéficiaire peut procéder à une adaptation de son budget prévisionnel par des transferts entre natures de charges éligibles telles que les achats, les locations, les dépenses de publications, les charges de personnel, les frais de déplacement... Cette adaptation des dépenses réalisée dans le respect du montant total des coûts éligibles mentionné au point 3.1 ne doit pas affecter la réalisation du programme d'actions et ne doit pas être substantielle.

Lors de la mise en œuvre du programme d'actions, le bénéficiaire peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de son budget prévisionnel à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du programme d'actions et qu'elle ne soit pas substantielle au regard du coût total estimé éligible visé à l'article 3.1. L'association notifie ces modifications à la collectivité par écrit dès qu'elle peut les évaluer et en tout état de cause avant le 1^{er} juillet de l'année en cours.

Le versement du solde annuel conformément à l'article 5.1 ne pourra intervenir qu'après acceptation expresse par la collectivité de ces modifications.

Article 4

Conditions de détermination de la contribution financière

4.1. La collectivité contribue pour la période de l'année 2020 (janvier – août) financièrement pour un montant prévisionnel maximal de 346 666,66 € par voie de subvention.

Cette somme est équivalente à 41,79% du montant total estimé des coûts éligibles sur l'ensemble de l'exécution de la convention, établis à la signature des présentes, tels que mentionnés à l'article 3.1.

4.2. La collectivité contribue en nature pour la période de janvier à août de l'année 2020 pour l'équivalent du montant suivant :

- mise à disposition gracieuse des bâtiments : 17 000 €

Article 5

Modalités de versement de la contribution financière

La collectivité verse :

- 1^{er} acompte : 30 % du montant total, soit 104 000 € versé au cours du premier trimestre 2020,
- 2^{ème} acompte : 50 % du montant total, soit 173 333 € versé au cours du second trimestre 2020,
- Solde de 69 333,66 € durant le troisième trimestre 2020

La contribution financière sera créditée au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur.
Le RIB de l'association est annexé à la présente demande.

Page 419

Communauté de Communes SUD ALSACE LARGUE Délibération n° C20200203

Article 10

Contrôle de la collectivité

La collectivité contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du service.

Pendant et au terme de la convention, un contrôle sur place peut être réalisé par la collectivité, dans le cadre de l'évaluation prévue à l'article 9 ou dans le cadre du contrôle financier annuel. L'association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

Article 11

Conditions de renouvellement de la convention

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la réalisation de l'évaluation prévue à l'article 9 et au contrôle de l'article 10.

Article 12

Avenant

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par la collectivité et l'association. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent. La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 13

Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Article 14

Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Le

Le

Pour l'Association :
Le Président, Paul SAHM

Pour la Collectivité :
Le Président, Pierre SCHMITT

Page 619

Communauté de Communes SUD ALSACE LARGUE Délibération n° C20200203

BUDGET GLOBAL DU PROGRAMME D'ACTIONS
BUDGET 2020

Obligation :
L'association s'engage à mettre en œuvre le programme d'actions suivant comportant des obligations à permettre la réalisation du service visé à l'article 1^{er} de la convention :

Coût global du programme d'action	Montant subvention de la communauté de commune Sud Alsace Largue	Taux de Co-financement de la communauté de communes Sud Alsace Largue	Somme des financements publics affectés au projets
829 473.33 €	346 666.66 €	41.79 %	537 800 €

- Apporter une réponse sociale et collective au besoin de garde et d'accueil manifesté par les familles
- Offrir à l'enfant un lieu de vie et un espace éducatif nécessaire à son épanouissement
- Enrichir la qualité de vie des enfants et de leurs familles

- Les enfants de 10 semaines à 11 ans
- Les familles

- Le territoire Sud de la communauté de communes
- Les communes à la périphérie du territoire intercommunal

L'association Les Languotins dispose d'une équipe pluridisciplinaire spécialisée dans le domaine de l'accueil des enfants en structure collective et spécialisée en fonction de l'âge des enfants.

L'association propose des projets pédagogiques et d'animation adaptés à chaque âge et peut également être un point d'appui pour les familles dans les questions en lien avec la parentalité.

CHARGES		Montant	RESSOURCES		Montant
CHARGES DIRECTES			RESSOURCES DIRECTES		
00 - Achats		155 900	00 - Ventes de produits finis, de marchandises, prestations de services		268 000,39
Achats matières et fournitures		155 900	01 - Dotations et produits de l'attribution		
Autres fournitures			04 - Subventions d'exploitation ¹		537 600
			Elas : pécunier (ex ministères), directions ou services déconcentrés seillées et, fère page		
01 - Services extérieurs		8 660			
Locations		1 200			
Entretien et réparation		4 336,67			
Assurance		3 132,33	Conseils Régionaux (sur :		
Documentation					
02 - Autres services extérieurs		20 432,33	Conseils Départementaux (sur :		13 232,33
Rémunérations intermédiaires et honoraires		16 166,67	CHS.A. PSU		2 666,67
Publicité, publication		732,33			
Déplacements, missions		2 532,33	Communes, communautés de communes ou groupements		346 666,66
Services bancaires, autres		1 000	Coût frais de fonctionnement		
03 - Impôts et taxes		29 952,33	SIASCVL ET SIVU HOUS		16 566,67
Impôts et taxes sur rémunération		29 952,33	Organismes sociaux (CAF, etc. détaillé) :		158 666,67
Autres impôts et taxes			Fonds européen (FSE, FEDER, etc.)		
04 - Charges de personnel		602 660	Agence de services et de paiement (compte assés)		
Rémunération des personnes		602 660	Alises privées (amortiss)		
Charges sociales			Autres établissements publics		
Autres charges de personnel			05 - Autres produits de gestion courante		0
05 - Autre charge de gestion courante		3 000	758. Cessions		
			768. Dans manuels - Matériel		
06 - Charges financières			76 - Produits financiers		
07 - Charges exceptionnelles		666,67	77 - Produits exceptionnels		1 006,67
08 - Dotations aux amortissements, provisions et dépenses à réaliser sur ressources affectées		8 000	78 - Reprises sur amortissements et provisions		2 666,00
09 - Impôt sur les bénéfices (IS) ; Participation des salariés			79 - Transfert de charges		20 000
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTÉES AU PROJET			RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES AU PROJET		
Charges fixes de fonctionnement					
Frais financiers					
Autres					
TOTAL DES CHARGES		829 472,33	TOTAL DES PRODUITS		629 472,33
Excédent (prévisionnel) (Bénéfice)			Insuffisance prévisionnelle (déficit)		
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE ²					
00 - Emplote des contributions volontaires en nature			07 - Contributions volontaires en nature		
01 - Secours en nature			070 - Bénévolat		
001 - Mise à disposition gratuite de biens et services		17 000	071 - Prestations en nature		
002 - Prestations					
004 - Personnel bénévole			075 - Dons en nature		
TOTAL		17 000			0

La subvention sollicitée de 246 667 €, objet de la présente demande représente 41,79% du total des produits du projet (montant sollicité/total du budget) x 100.

INDICATEURS D'ÉVALUATION ET CONDITIONS DE L'ÉVALUATION

Indicateurs	Objectifs 2020
<p>Multi-accueil :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'enfants inscrits - Nombre de places vacantes - Nombre d'heures réelles réalisées 	
<p>Périscolaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'enfants inscrits - Nombre de places vacantes 	

Indicateurs	Objectifs 2020
<ul style="list-style-type: none"> - Programme d'animation menés et qualité des intervenants sollicités - Travail partenarial avec le milieu associatif, économique, ... local - Développement de projets passerelles - Prise en compte de process écoresponsables dans le fonctionnement de la structure aussi bien au niveau des process de fonctionnement interne que dans les projets d'animation proposés aux enfants 	